Audience accordée aux députés et président du Majlis - 25 /Jun/ 2009

Le Guide suprême de la Révolution islamique, l'Honorable Ayatollah Khamenei,a reçu le 24 juin le président, la direction et les députés du Majlis islamique. "Il faut accorder dans l'adoption des lois, un intérêt tout particulierà leurs impacts culturels et éducatifs", a conseillé le Guide suprême de la Révolution islamique, en rappelant l'impératif de la conformité des lois avec les principes de la Révolution ainsi qu'avec les besoins essentiels de la société.

Le Guide suprême de la Révolution islamique a jugé le Majlis islamique, le pouvoir intellect du pays. "Ce pouvoir se manifeste vêtu la loi et il fait couler ensuite la loi partout dans le pays. Par conséquent, la question de la conformité de ces lois avec les valeurs et les principes de la Révolution islamique d'une part et de l'autre avec les besoins urgents et à longue portée de la société, constitue la priorité des priorités.", a ajouté le Guide suprême de la Révolution islamique.

Pour l'Honorable Ayatollah Khamenei, si les lois du pays restent conformes à ces deux spécificités, elles seront aussi bien correctes et justes qu'efficientes. "Si les lois ne sont pas conformes aux principes de la Révolution islamique, elles perdront de leur authenticité, et si elles ne correspondent pas avec les besoins du peuple, les lois seront légitimes et authentiques mais elles n'auront pas de l'agrément.", a souligné le Guide suprême de la Révolution islamique avant de rappeler ce point primordial qui consiste à avoir en permanence en vue les principes et bases sur lesquels repose la Révolution islamique. "L'Imam Khomeiny – que son âme repose au paradis – était un grand homme sage et perspicace; l'ensemble de ses propos et son testament constituent les principes de la Révolution d'autant plus que l'adoption des lois et les prises de position doivent toujours être dans ce sens.Le Guide suprême de la Révolution islamique a réitéré "Au moment de l'adoption des lois, il faut rester conscient que ces lois soient en toute conformité avec l'Etat de droit, l'éthique, les valeurs religieuses et les questions éducatives.", a réitéré l'Honorable Ayatollah Khamenei. Il a recommandé aux députés du Majlis islamique à renforcer leur esprit de tolérance face au verbe opposé. "L'expression des points de vue au sein du Parlement devra être scientifique, déductive, discursive, saine et éthique, loin d'entêtement et de bras de fer personnel oufractionnel.", a conseillé le

Guide suprême de la Révolution islamique, qui a ensuite évoqué le devoir du Parlement et du gouvernement dans la direction du pays et le règlement des affaires du pays. "Il incombe au Majlis de baser son attitude vis-à-vis du gouvernement sur la tolérance et l'esprit de coopération, car le gouvernement est le fer de lance, et il a en charge la lourde responsabilité de l'exécutif.", a précisé l'Honorable Ayatollah Khamenei en rappelant que les questions liées à l'exécutif sont très dures. "Il faut aider le gouvernement sur ce chemin tortueux et truffés de problèmes, et ne lui pas rendre la tâche plus difficile", a-t-il renchéri. "Certes, cela ne signifie nullement négliger les erreurs, mais que les comportements soient affables et sincères.", a recommandé le Guide suprême de la Révolution islamique.

En allusion aux tensions et clivages qui ont émaillé certains mandats précédents du Majlis islamique, l'Honorable Ayatollah Khameneia ajouté: Le peuple n'aime nullement les clivages et leurs répercussions sont totalement négatives, car le peuple souhaite la coopération sincère des responsables pour régler les problèmes du pays.

L'Honorable Ayatollah Khamenei a de nouveau rappelé l'impératif du respect entier des intérêts du pays dans la législation avant de souligner: "Que les députés prennent en considération les intérêts de leur région au sein des intérêts du pays."

Plus loin dans ses propos, le Guide suprême de la Révolution islamique a tenu à réitérer l'impératif du respect de la culture et de l'Etat de droit dans le pays : "En ce qui concerne les questions liées aux élections présidentielles, j'étaisdéterminé et je le serai toujours que la loi soit appliquée, d'autant plus que ni l'Ordre islamique ni le peuple ne se pliera jamais devant la rhétorique de la force."

En référence au fait qu'aux antipodes de l'Etat de droit et de la soumission à la loi se trouve la dictature, le Guide suprême de la Révolution islamique a insisté: En l'absence de la soumission à la loi, l'esprit de la dictature se manifestera.

"Que la loi reste l'ultime référence dans les différentes affaires du pays afin que le quotidien du peuple et les affaires de la société soient assurés.", a ajouté le Guide suprême de la Révolution islamique, pour qui le non respect de la loi bafouera les intérêts du peuple. "Persister sur le non respect de la loi ne fera qu'enchevêtrer davantage les affaires. Respectons donc la loi.", a prôné l'Honorable Ayatollah Khamenei. "La culture de l'Etat de droit devra à l'instar d'autres affaires, se verser de la part de l'élite vers la société entière; si l'élite ne respecte pas la loi on ne pourra pas doncattendre non plus de la population de la respecter.", a constaté le Guide suprême de la Révolution islamique. L'Honorable Ayatollah Khamenei a ensuite tenu à rendre hommage à la prise de position du Majlis islamique et la lettre des députés au sujet des récents événements avant de souligner: "L'unité du verbe dans l'expression des positions essentielles dans des conditions où l'ennemi est à l'affût de saisir points faibles et des opportunités, est un geste à bon escient et important."

Le Guide suprême de la Révolution islamique a loué le haut niveau d'expertise de la 8ème législature et la haute qualité des connaissances des députés, les appelant à exploiter davantage les opportunités spirituelles et l'éthique au cœur même des affaires exécutives. "Les jours bénis de la lune de rajab, suivis des moments précieux des mois de chaaban et de ramadansont des occasions en or pour éliminer les négligences, combler les carences et s'approcher de Dieu via les œuvres bonnes et le renforcement de la foi.", a rappelé le Guide suprême de la Révolution islamique. Au début de cette audience, le président du Majlis islamique, Ali Larijani s'est référé au devoir du Parlement dans le dimension logiciel de l'Ordre ainsi que la supervision de la mise en vigueur des lois. "L'axe du mouvement de la 8ème législature s'articule autour du Document des perspectives vicennales et des grandes lignes de l'Ordre notamment les politiques stipulées par l'article 44 de la Constitution.", a-t-il réitéré. Selon M. Larijani,les lois sur le commerce, le code pénal islamique, les subsides ciblés, la loi globale de l'élevage, l'ambiance du travail et du commerce figurent parmi tant d'autres parmi les lois approuvées par le Majlis ou qui vont être adoptées. "En parallèle à l'intérêt sérieux aux questions économiques, la 8ème législature a aussi pris en considération des questions telles que la sécheresse, le concours universitaire, les problèmes des unités industrielles, les agriculteurs et les éleveurs.", a expliqué M. Larijani pour qui l'observation précise des événements et des questions internationaux et régionaux est l'un des traits saillants de la 8ème législature. "La tenue de la Conférence sur la Palestine et la Résistance face au maximalisme des puissances arrogantes notamment au sujet des questions d'ordre nucléaire, de l'Irak et des récents événements dans le pays constituent une partie du bilan du Majlis dans les sphères internationale et régionale.", a rappelé le Président du Parlement. M. Larijani a ensuite tenu à souligner que le Majlis tout en ayant

une profonde conviction à la convergence avec les autres pouvoirs, agit avec sérieux dans la supervision du respect de la loi. "Conformément à sa nouvelle méthode, la Cour des Comptespoursuite, en parallèle avec les autres appareils, sa supervision, afin de prévenir ainsi les délits. ", a assuré M. Larijani. Le président du Parlement a ensuite évoqué les incidents post-électoraux dans le pays. "Le Majlis a la ferme conviction que le règlement des récents problèmes passe par la loi et les députés empêcheront une conduite hors la loi.", a souligné M. Larijani, selon qui personne ne devra se permettre de transgresser la loi et se considérer au-delà de la loi. "Il relève de la compétence du Conseil des Gardiens de la Constitution de trancher dans les récents problèmes liés aux élections. Que les messieurs qui sont les parties concernées de ce conflit, comprennent que la loi n'est pas uniquement pour les jours de prospérité mais l'état de droit appartient à tous les temps.", a rappelé M. Larijani.